



Front Syndical de



Classe créé par des militants CGT et FSU

www.frontsyndical-classe.org

« **La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat** ! » *Henri Krasucki*

Le 9 avril ... et sa suite

Avec 300 syndicalistes signataires de la « Lettre ouverte aux militants syndicaux et aux travailleurs », le FSC soutient les luttes qui se développent (Radio France, StMicro de Crolles dans l'Isère, PSA Mulhouse, Sevelnord Hordain...) et appelle à leur convergence.

Amplifions la campagne pour le « tous ensemble en même temps », signons et faisons signer la **Lettre-pétition lancée avec le soutien du Front Syndical de Classe**

http://www.petitions24.net/lettre_ouverte_aux_militants_syndicaux_et_aux_travailleurs



Partie prenante de cette action du 9 avril nous pensons qu'elle doit connaître de puissants prolongements coordonnés visant à contraindre pouvoir et patronat à renoncer à leurs objectifs de régression concernant les salaires, l'emploi, les garanties du contrat de travail, les services publics...

Le contexte

Le pouvoir socialiste qui a subi une cinglante défaite et reçu la sanction de sa politique n'entend pas changer d'orientation.

Manuel Vals le proclame et annonce une vague Macron 2 visant à prolonger et aggraver la loi Macron.

Gattaz exige un CDI "sécurisé" qui, le masque des mots retiré, signifie la possibilité sans contrainte pour les patrons de licencier sans aucune espèce de garanties pour les salariés, les prud'hommes étant désignés comme les pelés, les galeux, empêcheurs de recruter en rond !!!

Au nom bien sûr du cache-sexe des PME!

Ce qui se passe chez Mory Global (2150 licenciements) montrant par ailleurs que le renflouement public (17 millions en l'occurrence) n'empêche pas le sabotage des entreprises dans ce cas mises à mal également par le dumping social mis en place, encouragé et promu par l'Union européenne

C'est que la concurrence entre les travailleurs sert les intérêts du capital et la politique de division du F-haine!

La montée du F-haine ne résulte pas en effet, comme l'affirme un communiqué confédéral de la CGT de « l'absence de réponse politique du gouvernement aux besoins sociaux », mais au contraire de sa réponse politique au service exclusif du patronat et de Bruxelles.

Cette politique définie au niveau européen résultant d'une gestion commune droite européenne et socialistes européens.

La désespérance des couches populaires laissées sans espoir est précisément le résultat de cette politique.

Dans les crises du capitalisme, le fascisme a toujours été la solution de rechange des classes dominantes, et par ailleurs, la collaboration de classe désarme les travailleurs et les rend plus sensible à une extrême droite se parant de vertus sociales pour mieux défendre féroce le système.

Rien à attendre que de nos propres forces !

Le peuple abandonné n'a rien à attendre du « *syndicalisme rassemblé* », d'une alliance avec une CFDT courroie de transmission du pouvoir et de l'U.E., du « *dialogue social* » qui se solde par d'incessants reculs.

Les campagnes contre la CGT dont certaines totalement mensongères comme celle liée aux résultats électoraux à Air France n'ont qu'un seul but : accréditer l'idée chez les salariés que seule la collaboration et l'entente avec le patronat, c'est-à-dire l'acceptation de ses diktats et de ses chantages dans les entreprises est efficace et constitue l'avenir du syndicalisme.

C'est l'inverse qui est vrai : seule la construction du rapport de force, la convergence des luttes, la bataille pour surmonter les divisions peut permettre de renouer avec les succès et l'espoir !

L'exemple grec et l'anniversaire du 29 mai 2005

Par ailleurs, ce que montre l'exemple de la Grèce c'est d'une part, que les politiques d'austérité salariale, le chômage de masse, la précarisation du travail ne se décident pas principalement entreprise par entreprise ou par secteur mais sont imposées globalement au nom de la dette, de la compétitivité ..., les gouvernements nationaux se comportant en commis de l'UE sur la base d'une alliance entre les socialistes et la droite au niveau européen.

Et d'autre part qu'il est donc impossible de rompre avec ces politiques sans affrontement avec l'Union européenne en rupture radicale avec l'illusion d'une « *Europe sociale* », véritable arlésienne et mirage démobilisateur.

C'est pourquoi, à l'occasion du 10e anniversaire du rejet massif du peuple français du traité Constitutionnel Européen (TCE) du 29 mai 2005, lâchement contourné par forfaiture et complicité PS/droite nous appelons avec de nombreuses

organisations anti-capitalistes à participer à la manifestation organisée à Paris

le 30 mai prochain

avec donc l'objectif de commémorer ce choix politique de notre peuple. L'appartenance syndicale à la CES, comme l'appartenance politique à l'UE constituant des carcans mortifères. En dénonçant également la soit-disant Europe de la paix qui sur notre propre continent soutient féroce le régime pro-nazi de Kiev issu d'un coup d'état et bombardant les populations civiles du Dombass.



« Ne parlez pas d'acquis sociaux, mais de conquis sociaux, parce que le patronat ne désarme jamais ! »

Ambroise Croizat vrai fondateur de la Sécurité sociale

1901-1951

Pour adhérer au Front syndical de Classe :

- Adhésion individuelle : 30 euros par an (10 pour les bas revenus) Chèque (à l'ordre de "Front Syndical de Classe") à envoyer au trésorier : **Jacky OMER/FSC 11 rue de Tivoli 13005 MARSEILLE**

- Adhésion de syndicats et d'organisations de base : contacter le trésorier ou nous écrire à frontsyndical.classe@laposte.net